



BUREAU
INTERNATIONAL
DES DROITS DES ENFANTS
INTERNATIONAL
BUREAU
FOR CHILDREN'S RIGHTS
OFICINA
INTERNACIONAL
DE LOS DERECHOS DEL NIÑO
المكتب الدولي لحقوق الطفل



LAWYERS WITHOUT BORDERS
AVOCATS SANS FRONTIERES
ABOGADOS SIN FRONTERAS
Canada

Prière d'afficher et de diffuser
APPEL DE CANDIDATURES
PROGRAMME DE COOPÉRATION VOLONTAIRE

Titre du poste:	Coopérant(e) volontaire-Conseiller(ère) juridique auprès de COALICO
Emplacement:	Bogota, COLOMBIE
Durée:	Huit mois (possibilité de renouvellement)
Date de départ souhaitée:	Septembre 2017
Langue de travail :	Espagnol
Conditions d'emploi :	Le mandat est de nature volontaire. Par contre, tous les frais liés à l'affectation (nourriture, logement, assurances, billet d'avion) sont couverts par le Bureau international des droits des enfants (IBCR). Le/la coopérant(e) doit participer à des séances de formations et préparation avant le départ.

Contexte

Le projet « Protection des enfants, femmes et autres collectivités vulnérables » est mis en œuvre par le consortium formé d'Avocats sans frontières Canada (ASFC) et du Bureau international des droits de l'enfant (IBCR) dans le cadre du Programme de coopération volontaire financé par Affaires Mondiales Canada (AMC). Il vise l'amélioration de la protection des droits des enfants, des femmes et des collectivités pauvres et marginalisées, ainsi que le renforcement de la démocratie et de la primauté du droit par l'accès à la justice.

COALICO

La Coalition contre l'utilisation de garçons, filles et jeunes dans le conflit armé de Colombie a été créée en octobre 1999. C'est un espace de confluence et d'articulation de diverses organisations de la société civile qui - à travers un suivi et des actions de plaidoyer, de défense et de promotion des droits des enfants - cherche à transformer de façon positive les situations générées par le conflit armé colombien, plus particulièrement, celles liées à l'utilisation et au recrutement des enfants au sein des groupes armés.

Résumé du poste

Le/la conseiller(ère) juridique appuiera l'équipe de COALICO dans la promotion, la protection et le plaidoyer en faveur des droits des enfants et des adolescent(e)s de la Colombie.

Description du poste

- Participer à la collecte et l'analyse de données afin de rédiger des propositions de réformes législatives;

- Analyser les approches et les propositions de la politique publique et institutionnelle concernant l'enfance et l'adolescence;
- Développer des analyses comparatives de cadres juridiques, identifier les meilleurs pratiques et émettre des propositions pour faire avancer la protection des droits des mineurs;
- Réaliser des recherches et des analyses et participer à la rédaction de documents visant à favoriser des réflexions et des débats nationaux sur les politiques publiques ayant pour objet les enfants et les adolescent(e)s;
- Appuyer des processus d'incidence politique devant l'Assemblée législative et les commissions législatives compétentes. Les tâches peuvent inclure: identification de projets législatifs en cours pertinents pour la mission de COALICO, réunions ou actions pour influencer les députés, appui dans l'analyse et dans les réponses aux conseils données par l'Assemblée législatives ou autres instances;
- Rédiger des articles sur le travail juridique réalisé (principalement pour le site Internet du Consortium IBCR/ASFC);
- Soutenir le renforcement organisationnel, incluant l'organisation du travail, la gestion de la de l'information, la communication, etc.
- Réaliser d'autres tâches associées aux activités de l'équipe de COALICO en Colombie.

Qualifications requises

- Formation universitaire en droit;
- Intérêt pour la promotion et la défense des droits humains et pour le renforcement des acteurs de la société civile;
- Intérêt et sensibilité pour la dimension du genre;
- Connaissance des systèmes et des mécanismes internationaux de la protection des droits humains;
- Aptitudes pour la rédaction et la recherche juridique;
- Capacité à intégrer rapidement les concepts de droit interne pour les harmoniser avec les connaissances en droit international;
- Excellente maîtrise de l'espagnol parlé et écrit, bonne connaissance du français;
- Capacité à travailler en équipe et à s'intégrer dans des dynamiques de travail variées.

Atouts

- Maîtrise ou doctorat en droit international;
- Expérience en matière des droits humains, préférablement dans le domaine du droit des enfants et des adolescents;
- Expérience dans la planification et l'organisation d'événements;
- Expérience dans des actions de plaidoyer;
- Expériences précédentes de travail dans des positions similaires;

- Expérience auprès de communautés ou de groupes vulnérables;
- Expérience de travail en Amérique latine ou connaissance du contexte social, économique et juridique de pays en développement.

Conditions d'admissibilité

- **Être citoyen(ne) canadien(ne) ou résident(e) permanent(e) du Canada;**
- Être couvert(e) par l'assurance santé de sa province ou avoir une assurance privée.

Avantages offerts aux coopérants :

- Formation pré-départ afin de sensibiliser les coopérants aux enjeux interculturels, ainsi que d'approfondir leurs connaissances sur le programme, la convention relative aux droits de l'enfant, et l'approche *genre et développement*. Tous les frais liés à la formation sont couverts (logement, transport, repas).
- Le soutien constant de l'équipe PCV Montréal tout au long du mandat
- Les frais des billets d'avion et des visas
- Le coût des médicaments et vaccins obligatoires pour chaque pays
- Une allocation de subsistance mensuelle durant la période du mandat
- Les frais d'hébergement
- Possibilité de prendre des vacances en fonction de la durée du mandat

Processus de sélection

Les candidat(e)s intéressé(e)s doivent présenter leur dossier de candidature (lettre de présentation, curriculum vitae et trois références récentes) **en français et en espagnol** au plus tard **le 25 juin 2017** par courrier électronique à l'adresse suivante: rh@ibcr.org, ou par télécopieur à : +1.514.932.9453.

Les candidatures seront évaluées au fur et à mesure.

Prière d'indiquer « Conseiller(ère) juridique volontaire Colombie 2017 » en objet du message.

Nous remercions tou(te)s les candidat(e)s de leur intérêt. Toutefois, seules les personnes sélectionnées pour entrevue seront contactées.